

Une édition de Climate Chance décentralisée en Asie du Sud Est et Pacifique en 2018

Exposé des motifs :

Le principe d'une édition de Climate Chance dans le pays qui assure la Présidence annuelle de la COP ou la région du monde dont elle fait partie est un bon moyen de : internationaliser réellement Climate Chance ; intéresser les acteurs locaux à la tenue de l'événement ; donner une visibilité forte (présence des champions, lien avec l'Agenda des solutions, mobilisation médiatique)

La présidence de la COP23 par les Iles Fidji offre la possibilité que Climate Chance mobilise une des régions du monde les plus concernées par le Changement Climatique. Mais Fidji elle-même est trop petite pour envisager l'organisation sur son territoire d'un événement de l'ampleur de Climate Chance

La solution adoptée en conséquence pour la COP elle-même, avec la tenue de la conférence à Bonn sous présidence fidjienne, n'est pas une solution très heureuse. Elle montre néanmoins que dans la région Pacifique il n'existait pas de partenaire assez neutre pour être préféré à Bonn

Les deux solutions alternatives pour Climate Chance, organiser un mini Climate Chance à Fidji même ou organiser hors Fidji un événement unique dans un des grands pays du Pacifique ne sont pas satisfaisantes. D'où l'idée d'un Climate Chance Asie du Sud Est Pacifique décentralisé, chaque pays ou région d'un pays accueillant des ateliers sur un des thèmes du sommet annuel.

Examen des avantages et inconvénients d'un événement décentralisé

L'inconvénient le plus évident est de perdre « l'effet de masse » et la mobilisation de « grands orateurs » qu'il permet. Théoriquement, on perd également la possibilité d'une approche « transversale », les participants n'ayant plus la possibilité de participer à des ateliers ne concernant pas leur propre thème. On peut aussi perdre la possibilité de mobiliser des grandes collectivités territoriales qui sont par nature concernées par des thèmes multiples.

Cet inconvénient doit néanmoins être relativisé de quatre manières :

- en réalité, dans le cas de Climate Chance tenu en un seul lieu, la grande majorité des participants ne fréquente que les participants aux mêmes ateliers ou forums thématiques, de sorte que les synergies et la transversalité sont plus symboliques que réelles ;
- un événement décentralisé obligerait à plus de rigueur dans la présentation des fiches de cas correspondant à chaque thème, et des principes directeurs qui se dégagent de la confrontation de ces cas, créant, à l'occasion de l'événement, un matériau précieux pour l'observatoire annuel ;
- une présentation sémantique de chaque coalition thématique sous forme d'atlas relationnel permettrait de visualiser mieux que des rencontres aléatoires au détour d'un couloir les questions transversales à plusieurs thèmes ;
- la distance n'est pas un obstacle à la réalisation d'une synthèse en temps réel comme celle qui a été réalisée à Nantes ;
- on pourrait prévoir un temps de travail « transversal », commun aux différents thèmes à partir des cinq axes transversaux identifiés à Nantes ; cela ferait partie du cahier des charges de chaque événement thématique ;
- les interventions « de plénière » peuvent bénéficier à tous les événements thématiques, grâce aux technologies modernes (vidéo conférence ou hologrammes), chaque participant se sentant plus libre de participer ou non aux grand messes

La proposition d'un événement décentralisé permet d'engager le dialogue avec les acteurs d'une

grande diversité de pays du Pacifique sud : les petites îles (avec un élargissement aux Caraïbes pour AOSIS) ; les pays de l'ASEAN en particulier Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande ; Taïwan, Singapour et Hong Kong ; la bordure Pacifique sud d'Amérique latine, Pérou et Chili. Ce qui rend les contacts à prendre beaucoup plus nombreux mais multiplie aussi les possibilités de co-financement, chaque pays ou région hôte ayant la charge de l'accueil . Multiplie aussi les possibilités de faire connaître l'événement dans tous ces pays et auprès de l'ensemble des acteurs étatiques et non étatiques, le voyage d'un pays à l'autre en fonction de la répartition des thèmes retenus étant beaucoup moins coûteux qu'un voyage intercontinental.

L'association Climate Chance a tiré des rencontres de Lyon (2015) et Nantes (2016) des guides méthodologiques qui, complétés comme ci-dessus, peuvent fournir un cahier des charges pour chaque rencontre thématique

Le grand domaine maritime de la France dans le Pacifique permettrait d'intéresser aussi le gouvernement français, principal soutien institutionnel actuel de Climate , à la tenue de l'évènement, y compris en tenant l'atelier sur le financement à Nouméa dans le prolongement du dialogue international qu'envisage Macron sur ce thème fin 2017

L'Alliance pour des sociétés responsables et durables a des contacts tant avec la société civile qu'avec des officiels dans la plupart des pays précités. Et le président du Center for Global Studies en Nouvelle Zélande, Adrian Macey, également membre actif de l'Alliance, a, en tant qu'ancien président de la conférence de Kyoto et ancien ambassadeur de NZ en France, la crédibilité nécessaire pour ouvrir des portes à un bon niveau dans différents pays

Modalités de mise en œuvre

A partir de la validation du principe tant du côté de l'association Climate Chance que du côté Alliance et Center for Global studies, Memorandum of understanding (MOU) entre les trois pour permettre à Alliance et Center de contacter pour compte commun les autorités et la société civile des différents pays pour tester l'intérêt pour une telle rencontre.

En parallèle, esquisser avec les trois organismes une répartition « logique » possible des thèmes entre les pays et demander à nos contacts au sein des différents pays d'aider à identifier des porteurs de projet et des sponsors : de façon à venir dans chaque cas avec une proposition concrète de thème à leur faire.

Si les contacts préalables suscitent de l'intérêt, mettre au point un cahier des charges méthodologique précis combinant les leçons des précédentes éditions de Climate chance et les exigences rappelées ci-dessus : présentation des cas ; principes directeurs ; reporting cartographique des différents ateliers et synthèse ; organisation des sessions transversales communes...

En parallèle contact avec la Présidence et le gouvernement français (N Hulot, Michèle Pappalardo) pour s'assurer de leur soutien et envisager éventuellement un renforcement de l'équipe dans la France du Pacifique